

# Acquisition de copieurs numériques, maintenance, prestations associées

N° 18S001

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

EPLEFPA  
Route de Novion  
08300 Rethel

Téléphone  
03.24.39.60.00

Télécopie  
03.24.39.60.15

Mél

[xavier.allart@cense08.fr](mailto:xavier.allart@cense08.fr)  
[francoise.havet@cense08.fr](mailto:francoise.havet@cense08.fr)



EPL FPA DE RETHEL



## Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition de copieurs, maintenance et des prestations associées.

Il s'agit d'un marché forfaitaire. Certaines prestations sont rémunérées par application de prix unitaire aux quantités réellement réalisées.

### 1.1 La prestation attendue comprend:

#### *Besoin N° 1 : Acquisition et Renouvellement des matériels*

- ☒ Renouvellement des copieurs actuellement sous contrat de location, avec option d'achat,, par des copieurs neufs (matériel n'ayant jamais été utilisé, ni remis à neuf ou reconditionné), avec la maintenance associée
- ☒ Nouveau contrat sur 5 ans, avoir une date de fin unique pour tous les copieurs.

#### *Besoin N° 2 : Organisation et gestion des flux d'impression : Solution de type « uniFLOW »*

- ☒ Renouvellement de la solution d'organisation et gestion des flux, sous contrat de location, avec option d'achat, fin du contrat en décembre 2017, par une solution au moins équivalent en terme de fonctionnalités et services rendus :
  - Authentification par badge sans contact, depuis les comptes de ldap de l'EPL
  - Gestion des workflows de Numérisation,
  - Gestion de l'Impressions sécurisées
  - Comptabilisation des Scan, Copies, Impressions
  - Statistiques par : utilisateurs, matériel, Type, centres de coûts, ...
  - Gestion de quotas par utilisateur (Noir / couleur)
  - Lien direct depuis PowerBi, sur la base de données
  - Installation, configuration et paramétrage de la version en cours et mise en œuvre des mises à jour sur la durée du contrat

#### *Besoin N° 3 : Maintenance des copieurs multifonctions*

- ☒ Maintenance préventive automatique, par remonté d'informations par les copieurs.
- ☒ Maintenance préventive programmée pendant les vacances scolaires
- ☒ Maintenance curative
- ☒ Nouveau contrat sur 5 ans, avoir une date de fin unique pour tous les copieurs.

#### *Besoin N° 4 : Enlèvement des matériels actuels*

- ☒ Il est demandé au candidat de procéder à l'enlèvement des matériels actuels soit au nombre de 14

### 1.2 Nomenclature pertinente

Numéro(s) et libellé(s) nomenclature communautaire Common Procurement Vocabulary (C.P.V.) :

30121100-4	Photocopieurs
30125000-1	Pièces et accessoires de photocopieurs
30125120-8	Encre pour photocopieurs
50313100-3	Services de réparation de photocopieurs
50313200-4	Services d'entretien de photocopieurs
50314000-9	Services de réparation et d'entretien de télécopieurs
48773100-8	Logiciels d'impression différée
48773000-7	Utilitaires d'impression
48311000-1	Logiciel de gestion des documents
48311100-2	Système de gestion de documents
48613000-8	Gestion électronique de données (GED)

### 1.3 Solution de base – variantes – options

Lot unique

Au sens européen, la collectivité s'autorise à passer des avenants ou des marchés complémentaires en cas de nécessité.

#### 1.3.1 Option

Sans objet

#### 1.3.2 Variante

Les variantes ne sont pas acceptées.

### 1.4 Lieux d'exécution

Locaux de l'EPLEFPA, Route de Novion, 08300 Rethel, ou services ou structures annexes rattachés administrativement à ce site.

## Article 2 - PARTIES CONTRACTANTES

La Personne Publique contractante au sens de l'article 2.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable est:

Etablissement Public Local d'Enseignement, de Formation Professionnelle Agricole  
Route de Novion  
08300 Rethel

ci-après: « EPL » ou « Personne Publique », représentée par sa Directrice ou son représentant.

Le Titulaire au sens de l'article 2.1 du C.C.A.G. est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après: « le Titulaire » ou « le fournisseur »

## Article 3 – Durée du marché

Le présent marché est établi pour une durée globale de cinq (5) ans, soit 60 mois, à compter de la date de signature du courrier de notification prescrivant le commencement d'exécution du marché.

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il est résiliable à chaque date anniversaire par décision de la personne publique contractante notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois minimum avant l'échéance de la période en cours.

## Article 4 - Modalités de la consultation

### 4.1 Règlement applicable :

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert, en application des articles 33, 40, 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Cette procédure a fait l'objet d'un avis d'appel public à candidatures publié au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (B.O.A.M.P.) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (U.O.U.E.).

### 4.2 Décomposition en lots :

Lot unique

### 4.3 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 114 du Code des marchés publics et à l'article 2.3 du CCAG-TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 43 du Code des marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

La sous-traitance totale est interdite.

#### **4.3.1 Sous-traitance occulte :**

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 28 du CCAG-TIC).

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant sur le chantier et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du Pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct.

A défaut, les travaux supplémentaires effectués par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

## Article 5 - Documents constitutifs du marche

Le marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante et prévalant les uns contre les autres:

L'Acte d'Engagement et les attestations ou documents prévus aux articles 44, 45 et 46 Code des Marchés Publics

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de L'EPL fait seul foi.

le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de L'EPL fait seul foi. ;

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures et services TIC (CCAG/TIC), approuvé par arrêté du 16 septembre 2009. Ce dernier document, d'ordre général, et les décrets s'y rapportant, ne sont pas joints au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Un bordereau de prix unitaires

Les documents joints à l'appui de l'offre du Titulaire. Toute clause contraire aux clauses figurant dans les documents précédents, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), conditions générales de vente ou autre documentation du Titulaire, est réputée non écrite.

## Article 6 - Conditions générales d'exécution

### 6.1 Normes applicables

Les prestations doivent être conformes aux normes homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux obligatoires, pour tous les marchés publics, à la date d'exécution.

### 6.2 Confidentialité

Le Titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par L'EPL.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de L'EPL s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire, transmis par ces derniers ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de L'EPL. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique relative à l'activité de L'EPL qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le Titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de L'EPL, ou d'un tiers,

L'EPL s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du Titulaire; si cet engagement n'est pas respecté, le Titulaire peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

### 6.3 Assurance

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage(s) occasionné(s) par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputable directement ou indirectement à l'un de ses employés et/ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer à L'EPL une attestation de ladite assurance, à première demande, et à effectuer le paiement des primes correspondantes, au moins pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Le fait de disposer d'une assurance telle que décrite ci-dessus ne dégage en rien le Titulaire de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les dommages qui ne seraient pas couverts par son assurance et/ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garanties par celle-ci.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses éventuels sous-traitants.

### 6.4 Evolution de la réglementation

Le taux de la T.V.A. est celui en vigueur au jour de la notification du marché. Toute modification du taux de T.V.A. se répercutera automatiquement sur le montant T.T.C. des factures émises par le Titulaire.

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques. La modification des prestations du Titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

L'EPL, s'il l'estime opportun, pourra négocier de bonne foi un avenant au Marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

### 6.5 Notification et communication

Sauf s'il en est disposé autrement dans le présent C.C.A.P., les notifications et communications susceptibles d'emporter des effets de droit opposables à l'autre partie n'ont de valeur probante et date certaine que si elles sont faites, à l'exception de tout autre moyen, par lettre recommandée avec avis de réception ou par porteur contre signature d'un récépissé de remise en mains propres, d'une part à l'EPL, d'autre part au Titulaire, même si elles intéressent un co-traitant et ou un sous-traitant.

## Article 7 - Consistance des fournitures et prestations

Les stipulations correspondantes figurent dans le C.C.T.P. annexé.

## Article 8 - Modalités particulières d'exécution

### 8.1 Modalités et délais de livraison des matériels et solutions

Chaque commande de matériel et solution fera l'objet d'un bon de commande émis par l'EPL. Le titulaire disposera alors d'un délai de 30 jours francs maximal, à compter de l'émission du bon de commande, pour livrer l'ensemble des matériels.

Le matériel objet de la commande sera réceptionné au lieu de livraison désigné (bâtiment, étage...) par les agents délégués par l'EPL en présence d'un représentant du titulaire.

L'EPL procédera à l'effectivité de la livraison et remettront le bon de livraison signé.

Après chaque livraison, le titulaire transmettra impérativement aux entités et au plus tard le lendemain de la livraison, le bon de livraison visé par un correspondant du service destinataire du matériel, soit par fax, soit par email.

## 8.2 Modalités et délais d'intervention pour la maintenance des matériels et solutions.

### Maintenance courante

Le matériel est maintenu en bon état de fonctionnement par le titulaire du marché jusqu'au terme du marché à partir du jour de la livraison de l'appareil dans le service. La maintenance correspond aux stipulations figurent dans le C.C.T.P. annexé.

## Article 9 - Prix et règlements

Les fournitures seront rémunérées par application aux quantités effectivement livrées et réceptionnées, des prix du bordereau de prix unitaires, le prix global indiqué dans l'acte d'engagement n'étant fourni qu'à titre indicatif pour faciliter le jugement de l'offre.

Le prix de la prestation de maintenance courante telle que définie au 3 du CCTP sera établi sur la base d'un prix unitaire de la page de copie multiplié par le nombre de pages de copie effectivement réalisées pour chacun des matériels pris en compte au titre du présent marché.

Ce prix de la copie devra intégrer :

- ☒ la fourniture des consommables dont encres, agrafes, tambour inclus (hors papier sans autres exclusions),
- ☒ les révisions, réparations (remplacement des pièces détachées, main-d'œuvre, déplacements et tout autres frais inclus) nécessaires à son bon fonctionnement.

Le titulaire transmettra des factures trimestrielles aux centres constitutifs de l'EPL. Chaque facture détaillera l'ensemble des photocopieurs pris en compte au titre du présent marché et pour chaque centre constitutif de l'EPL.

Les factures trimestrielles feront apparaître, pour chaque photocopieur, une redevance trimestrielle pour la maintenance courante, calculée sur la base du prix unitaire de la copie tel que proposé par le titulaire dans le tableau de réponse annexé à son acte d'engagement et du volume trimestriel effectivement réalisées tel que résultant des relevés de compteur de chaque appareil.

Le cas échéant, une facturation avec des critères de regroupement différents pourra être demandée.

Les paiements auront lieu dans un délai maximum de 30 jours suivant réception par la collectivité de la demande de règlement émise par le ou les titulaires du marché, dans les conditions prévues à l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement ou dans le mémoire seront signalées au titulaire du marché et obligation lui sera faite d'établir une nouvelle demande ou un nouveau mémoire. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours est ouvert pour effectuer le paiement dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le taux applicable en cas d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de sept points.

### 8.3 Définition des prix initiaux

Le marché est passé à prix forfaitaire et unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'objet du marché, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation. Ils s'entendent remisés, franco de port et d'emballage,

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels seront inclus aux coûts annoncés.

Le marché est conclu à prix définitifs.

### 8.4 Régime des prix de règlement

#### 8.4.1 Ajustement des prix

Les prix du marché, hors prestations de maintenance, sont fermes non actualisables, pour les commandes effectuées la première année. Pour la période suivante, ils sont ajustables en fonction des nouveaux tarifs communiqués par le prestataire à la collectivité contractante, en recommandé avec avis de réception postal dans un délai minimum de trente jours calendaires avant la date anniversaire du marché, année pour laquelle ils resteront valables. A défaut, les derniers tarifs en vigueur resteront en cours pour une même période d'un an. En outre, conformément à la clause de sauvegarde prévue ci-dessous, chaque augmentation de tarifs ne pourra entraîner une variation à la hausse de plus de 2 % par prix unitaires et par prestations par rapport aux prix en vigueur jusqu'à la date anniversaire du marché.

En outre, le prestataire devra en cas de promotion en faire bénéficier l'EPL.

La facture à intervenir se suffira, à elle seule pour préciser le nouveau prix ainsi obtenu. Elle pourra faire mention d'un prix net, rabais déduit ou d'un prix brut et expliciter le montant du ou des rabais exceptionnels.

#### 8.4.2 Clause de sauvegarde

Pour les prestations réglées sur la base de prix ajustables, la Collectivité contractante se réserve la faculté de résilier sans indemnité le marché à la date de chaque changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % l'an. En fonction de l'évolution de la situation économique, ce pourcentage pourra être modifié par voie d'avenant au marché.

En cas de résiliation, la Collectivité contractante en informera le titulaire du marché dans un délai d'UN mois suivant la réception du nouveau barème.

#### 8.4.3 Forme des prix de règlement

Les prix relatifs aux prestations de maintenance sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché dans les conditions définies ci-après :

$$C_n = 0.125 + 0.875 (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

$C_n$  = prix révisé

$I_n$  = dernier indice Syntec publié au BOCCRF (Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes) à la date de révision du contrat.

$I_0$  = Indice Syntec connu au mois zéro correspondant.

Dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois « zéro », tel que défini ci-dessous, et au mois « n ».

##### 8.4.3.1 Avance

L'octroi, le montant et les modalités de remboursement de l'avance sont déterminés par application de l'article 87 du C.M.P.

Sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement, ou refus, une avance sera accordée lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 Euros HT (59 800 Euros T.T.C. sur la base d'un taux de T.V.A. à 19,6 %), dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.



Dans le cas d'un marché à bons de commande comportant un montant minimum et maximum supérieur à 50 000 Euros HT, l'avance sera accordée une seule fois sur la base de ce montant minimum.

Dans le cas d'un marché à bons de commande ne comportant ni montant minimum ni montant maximum, l'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 Euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance sera de 5 % des montants indiqués à l'article 87 II du C.M.P.

#### **8.4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois auquel le candidat a fixé son prix dans l'offre, ce mois est appelé « mois zéro ».

### **8.4.4 Mode de règlement**

Virement administratif

## **8.5 Nantissement**

L'attributaire pourra bénéficier des mesures prévues par les articles 106 et suivants du Code des Marchés Publics.

En cas de mise en nantissement, le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics est Madame la Directrice de EPL.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent Comptable de l'EPL.

## **Pénalités**

Les pénalités sont dues, décomptées, calculées et exigibles si, aux dates contractuelles ou à la date expressément reportée d'un commun accord, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les dispositions de l'article 14 du CCAG/ TIC sont applicables. De plus la Personne publique contractante se réserve la faculté d'appliquer une pénalité concernant :

- Livraison consommables : en cas de retard supérieur à 2 jours, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 € TTC par jour de retard.
- Intervention sur panne : en cas de retard supérieur à 2 jours, sans mise en place de matériel de remplacement, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 200 € TTC par jour de retard.
- En cas d'erreur sur le lieu de livraison : le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 € TTC par erreur.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par l'EPL ou en cas de manquement de l'EPL à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ni franchise.

L'EPL retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au dit Titulaire.

L'application des pénalités n'exclut pas l'engagement de la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle du Titulaire.

L'EPL se réserve la possibilité, en fonction des circonstances de l'espèce, de ne pas procéder à l'imputation de pénalités alors même qu'elles seraient exigibles en application du présent article.

## **Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## Règlement des différends

En cas de litige survenu entre le Titulaire et l'A.P.-H.M., il sera fait application des dispositions figurant au C.C.A.G. applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'EPL et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Chalons en Champagne.

## Exécution par défaut du marché

En cas d'inexécution temporaire des prestations de la part du fournisseur, l'EPL se réserve le droit :

- Soit de décider de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG/TIC dans le cas où l'inexécution serait prolongée ou d'une particulière gravité au regard du marché,
- Soit de recourir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant. Ce dernier n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaire à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## Résiliation du marché

Il sera fait application des clauses de résiliation prévues à l'article 32 du CCAG/TIC

En outre, il pourra être résilié, sans indemnité, en cours d'exécution, dans les cas suivants :

- en cas de redressement judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur dans les conditions définies à l'article L 621-28 du code du commerce ;
- en cas de liquidation judiciaire ;
- en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 44 et 45 du C.M.P, ou en cas de refus de produire tous les 6 mois suivant la notification du marché les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du Code du Travail (article 47 du C.M.P.).
- Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail conformément au 1 du I de l'article 46 précité, il pourra être mis fin au marché et la résiliation se fera aux torts exclusifs du cocontractant de la Personne Publique. En outre, les dispositions du C.C.A.G. sont pleinement applicables.

## Article 17 – Dérogations aux documents généraux

L'article 3 du présent CCAP (Pénalités) déroge à l'article 14 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services TIC.

A Rethel le

Dressé et visé par le directeur de l'EPL  
Sébastien Vial

Le fournisseur  
« lu et approuvé »  
Cachet et signature